

GESTION DE LA COOPÉRATION TECHNIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT



“

Le programme de coopération technique est le principal mécanisme dont l'AIEA dispose pour contribuer au développement socio-économique des États Membres et à la réalisation des objectifs de développement durable. Il permet de fournir un appui dans des domaines clés du développement (santé et nutrition, alimentation et agriculture, eau et environnement, applications industrielles, et développement et gestion des connaissances nucléaires). Enfin, le programme aide les États Membres à déterminer les besoins énergétiques futurs et à y faire face, et contribue à l'amélioration de la sûreté radiologique et de la sécurité nucléaire partout dans le monde, notamment en permettant de fournir une assistance législative.

Hua Liu

Directeur général adjoint,
Chef du Département de la coopération technique

Gestion de la coopération technique pour le développement

150
pays et territoires
ayant reçu un appui
grâce au programme de
coopération technique

dont **35**
pays parmi les
moins avancés

accords de partenariat signés :
1 mémorandum d'accord ;
12 arrangements pratiques

13

programmes-cadres nationaux
signés

16



missions d'examen
imPACT

10

activités
législatives

65

Ressources mobilisées
à l'appui de grandes initiatives :

RAYONS D'ESPOIR :
20 millions €

ZODIAC :
1,7 million €

AUTRES :
9 millions €



1 241

boursiers
442 femmes

1 104

projets en cours

150 projets
clôturés

600 projets de
clôture à la fin 2023

632

visiteurs scientifiques
229 femmes

2 699

missions d'experts
et de conférenciers
851 femmes

196

cours régionaux
et interrégionaux

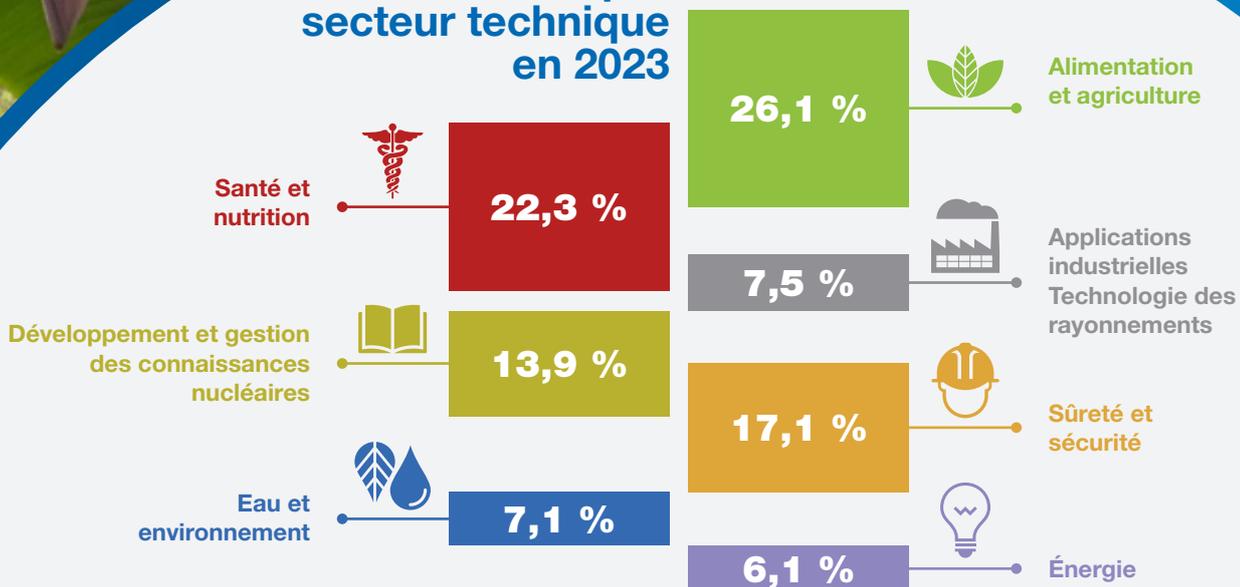
3 944
participants à
des cours
1 627 femmes

560

réunions

5 253
participants aux
réunions
2 114 femmes

Montants réels par secteur technique en 2023



Montants réels : l'équivalent des décaissements conformément à la terminologie employée depuis la mise en œuvre du Système d'information à l'échelle de l'Agence pour l'appui aux programmes.



COOPÉRATION TECHNIQUE

OBJECTIFS

Gérer, élaborer et mettre en œuvre, de manière efficace et efficiente, un programme de coopération technique réactif et axé sur les besoins, afin de renforcer les capacités techniques des États Membres dans les domaines de l'application pacifique et de l'utilisation sûre des technologies nucléaires aux fins du développement durable.



**93,7
millions**

comme objectif
de contributions
versées au FCT



**91,3
millions**

de contributions
au FCT reçues



97,5 %

de taux de
réalisation
du FCT



**30,7
millions**

de contributions
extrabudgétaires
reçues

PRINCIPAUX RÉSULTATS

Le programme de coopération technique en 2023

En 2023, 150 pays et territoires ont participé au programme de coopération technique (CT) dans le cadre de plus de 1 100 projets qui les ont aidés à prendre des mesures dans les domaines prioritaires suivants : santé et nutrition, alimentation et agriculture, eau et environnement, applications industrielles, et développement et gestion des connaissances nucléaires. Le programme a également permis aux États Membres de recevoir une assistance en matière de surveillance des changements climatiques et d'adaptation à ceux-ci et d'énergie propre, et les a aidés à former et à encourager la prochaine génération de scientifiques et de chercheurs nucléaires. Les grandes initiatives de l'Agence que sont ZODIAC, NUTEC Plastics et Rayons d'espoir favorisent la mise en œuvre d'activités de développement, notamment des activités de CT qui nécessitent un financement important pour l'acquisition de matériel, en facilitant la mobilisation de fonds, en menant des actions de sensibilisation et en rassemblent des partenaires. Ces initiatives, en particulier Rayons

d'espoir, ont également aidé les pays à résoudre des difficultés financières liées aux infrastructures physiques dont l'Agence a besoin pour apporter son soutien. Cette assistance a notamment pris la forme de l'élaboration de documents de recherche de financement ou d'une aide à la rédaction de propositions de financement.

En novembre 2023, le Conseil des gouverneurs a approuvé le programme de CT pour 2024-2025, qui comprend 458 nouveaux projets de CT. Le nouveau cycle de CT comporte un portefeuille de projets plus rationalisé, ce qui reflète les efforts visant à mettre l'accent sur des projets à fort impact et de grande portée.

Une bourse collective régulière destinée aux assistants de liaison nationaux (NLA) a été créée pour renforcer la mise en œuvre du programme de CT au niveau national. En 2023, deux groupes de NLA ont été formés au Siège de l'Agence.

Exécution du programme et principales données financières

Le Programme de CT fournit un appui sous forme de renforcement des capacités, de mise en commun des connaissances, d'établissement de partenariats et de réseaux, et d'achats. Le taux de mise en œuvre du FCT pour 2023 était de 85,5 %, une aide ayant entre autres choses été apportée dans le cadre de 1 241 bourses, 632 visites scientifiques, 560 réunions et 196 cours. Au total, l'Agence a facilité la participation au programme de CT dans 11 070 cas et les femmes représentaient 40 % de l'ensemble des participants.

Le taux de réalisation du FCT a atteint 97,5 % à la fin du mois de décembre 2023, ce qui représentait environ 91,3 millions d'euros. Des fonds extrabudgétaires d'un montant de 30,7 millions d'euros ont été mobilisés pour soutenir les activités liées aux principales initiatives et aux éléments non financés du programme de CT, sans compter une somme de 0,2 million d'euros de contributions en nature.

Réalisations en Afrique

Avec l'aide de l'Agence, le premier master en sciences axé sur la nutrition et les techniques nucléaires a été proposé à l'Université internationale de Rabat (Maroc) et à l'Université du Nord-Ouest (Afrique du Sud). Ainsi, dix candidats de pays francophones ont entamé leur master en sciences à Rabat en octobre 2023 et cinq candidats de pays anglophones ont été retenus pour le programme qui débutera au début de l'année 2024 en Afrique du Sud. Des modules d'apprentissage en ligne d'un programme de master en radiopharmacie ont également été finalisés avec l'aide de l'Agence et sont d'ores et déjà disponibles dans plusieurs universités africaines.

En 2023, un laboratoire de spectrométrie alpha a été installé à Abidjan (Côte d'Ivoire) et des essais ont été menés à bien ; au Sénégal, le nombre de moustiques mâles stériles relâchés a augmenté. De nouvelles variétés de riz et de sorgho plus résistantes à la sécheresse et offrant de meilleurs rendements ont été mises au point en vue de leur utilisation en Afrique. Au Ghana et au Rwanda, le rendement moyen du manioc dans les parcelles de démonstration et les exploitations participantes au projet mené a été porté d'environ 20 tonnes à plus de 70 tonnes par hectare grâce au soutien de l'Agence.

Au Mozambique, l'Agence a contribué au lancement d'une unité de curiethérapie à l'hôpital central de Maputo, et en Côte d'Ivoire, l'établissement et les essais de réception de la nouvelle installation de médecine nucléaire d'Abidjan ont été achevés. Un accélérateur linéaire (linac) a été installé à l'hôpital universitaire de Tripoli (Libye) en octobre 2023, et en Éthiopie, l'installation et les essais de réception de la nouvelle installation de médecine nucléaire de l'hôpital Black Lion ont été achevés. En outre, en juillet 2023, le Botswana a ouvert son premier centre public de radiothérapie à l'hôpital universitaire Sir Ketumile Masire avec le soutien de l'Agence. La procédure d'acquisition d'un cyclotron destiné au Bénin a été lancée et la formation de professionnels de la médecine nucléaire a commencé à Alger en partenariat avec le Gouvernement algérien. Deux linacs ont été achetés pour le Kenya avec l'aide de l'Agence et devraient être installés début 2024. Le Gouvernement lesothan a alloué 10 millions d'euros à la construction d'une installation de radiothérapie et les travaux de génie civil ont commencé sur le site de Maseru. L'Agence continue d'apporter son aide pour la formation du personnel essentiel et un tomodesitomètre est en cours d'acquisition dans le cadre de la participation des gouvernements aux coûts.

Réalisations en Asie et dans le Pacifique

Trois doctorants de la République islamique d'Iran, de Mongolie et des Philippines recevant une aide de l'Agence ont achevé deux années d'études en médecine radiologique d'urgence à l'Université d'Hiroshima (Japon) dans le cadre du programme Phoenix de formation de leaders pour le relèvement après une catastrophe radiologique, et six candidats sélectionnés par l'Agence se sont inscrits à un programme de master en ingénierie et gestion nucléaires à l'Université de Tsinghua (Chine).

Grâce à l'aide de l'Agence, des enseignants du secondaire ont suivi le programme de formation professionnelle accréditée de l'Organisation australienne pour la science et la technologie nucléaires. Les enseignants ont également mis en commun leurs bonnes pratiques à l'occasion d'un séminaire régional à Oman et souligné les pratiques efficaces en matière d'intégration de la science et de la technologie nucléaire dans l'enseignement secondaire. Le site web du Réseau asiatique d'enseignement en technologie nucléaire – réseau soutenu par l'Agence – héberge désormais des supports pédagogiques



◀ Première patiente à recevoir un traitement à la nouvelle installation de médecine nucléaire de l'hôpital Black Lion (Éthiopie) (Crédit photo : Tamirat Sheleme/Elsmed Group)

destinés à l'enseignement secondaire et l'Académie internationale des sciences et technologies nucléaires (INSTA), qui reçoit également un appui de l'Agence, a lancé un programme de formation ciblant les enseignants qui vise à renforcer les connaissances et les compétences des enseignants en milieu universitaire.

En outre, l'Agence a contribué à la création des Olympiades internationales des sciences nucléaires. Des règles et des procédures claires ainsi qu'un programme et des exemples de problèmes ont été convenus en vue des premières Olympiades.

L'Accord de coopération entre les États arabes d'Asie sur la recherche, le développement et la formation dans le domaine de la

science et de la technologie nucléaires (ARASIA) a constitué, avec l'aide de l'Agence, des comités de mobilisation des ressources et de sensibilisation et de communication. Le fonds opérationnel de l'ARASIA, qui est géré par l'Agence, permet de mobiliser des ressources pour le programme de CT au titre de l'ARASIA.

Quatre études socio-économiques sur la médecine nucléaire, la sécurité sanitaire des aliments, la qualité de l'air et l'hydrologie isotopique ont été lancées en 2023, avec le soutien de l'Agence, dans le cadre de l'Accord régional de coopération sur le développement, la recherche et la formation dans le domaine de la science et de la technologie nucléaires (RCA).

Réalisations en Europe et en Asie centrale

En 2023, les efforts de coopération technique en Europe et en Asie centrale ont été largement axés sur le soutien à tous les États Membres sollicitant une assistance pour le développement d'une infrastructure électronucléaire et le renforcement des capacités relatives à la technologie et aux applications des petits réacteurs modulaires (PRM) (et des microréacteurs) afin de contribuer à l'atténuation des changements climatiques. L'Agence a organisé 23 événements sur le développement de l'infrastructure nucléaire et 16 autres sur les PRM ; ces événements ont bénéficié d'un soutien fourni dans le cadre de deux projets interrégionaux de CT qui font partie de l'ensemble plus large des mécanismes et initiatives de l'Agence relatifs au développement de l'infrastructure nucléaire et au déploiement des PRM.

La collaboration avec le Turkménistan, l'État Membre le plus récent de l'Agence dans la région, a été renforcée et le premier programme de CT concernant ce pays est en cours d'élaboration.

De nouveaux mécanismes ont été mis en place pour assurer la livraison de matériel à l'Ukraine ainsi que la mise en œuvre du portefeuille national de CT pour ce pays. Des cours nationaux tenus hors d'Ukraine, des missions d'experts virtuelles et des formations individuelles ont été organisés à l'Agence et dans d'autres pays hôtes.

En 2023, le Bélarus a mis en service la deuxième tranche de sa centrale nucléaire. Cette réalisation est l'aboutissement de 15 années d'assistance fournie par l'Agence au pays en vue du lancement d'un programme électronucléaire. L'Agence a aidé le Bélarus à



Des participants assistent à un atelier sur l'enseignement de la science et de la technologie nucléaires à Oman qui présente différents outils d'aide à l'apprentissage (exposés interactifs, jeux éducatifs et stratégies d'évaluation) et montre comment les utiliser efficacement pour introduire la science nucléaire dans les classes. (Crédit photo : Ivan Lim)



Le Directeur général rencontre le Ministre de l'énergie du Kazakhstan, Almasadam Satkaliyev, pour signer le PCN du Kazakhstan pour 2023-2028, garantissant une coopération plus étroite dans les domaines liés au développement de l'infrastructure électronucléaire, à la sûreté nucléaire et radiologique, à la sécurité alimentaire et à la médecine nucléaire.



renforcer la capacité de l'organisme exploitant à poursuivre la mise au point de son système intégré de gestion et a aidé l'organisme de réglementation à améliorer la supervision des structures et des composants de sûreté de la centrale nucléaire, de la culture de sûreté et des procédures de surveillance.

Au Monténégro, le plan d'aménagement de l'installation de PET-CT a été achevé avec le soutien de l'Agence.

Enfin, le nouveau *profil régional pour l'Europe et l'Asie centrale pour la période 2022-2027* a été publié en anglais et en russe.

Réalisations en Amérique latine et dans les Caraïbes

En 2023, l'Agence a facilité la mise en place du Réseau caribéen de sûreté et de sécurité radiologiques. Le nouveau réseau renforcera et harmonisera les cadres réglementaires relatifs à la sûreté et à la sécurité nucléaires, à la sûreté des déchets et du transport, ainsi qu'à la préparation et à la conduite des interventions d'urgence, et favorisera la mise en commun de données d'expérience et de pratiques relatives à la réglementation entre les organismes de réglementation des États Membres de l'Agence qui font partie de la Communauté des Caraïbes.

En 2023, le premier linac mobile à faisceaux d'électrons utilisé pour le traitement des effluents industriels en Amérique latine a été installé au Brésil avec le soutien de l'Agence. En Équateur, un centre d'irradiation bénéficiant de nouvelles infrastructures et dont l'irradiateur existant a été remis en marche a été inauguré à l'École polytechnique nationale. Le Réseau régional de réacteurs de recherche et d'institutions connexes en Amérique latine et dans les Caraïbes a été créé à la 67^e session ordinaire de la Conférence générale. En outre, les arrangements pratiques conclus avec l'Université des Indes occidentales ont été étendus afin de renforcer la collaboration en matière de formation théorique et pratique sur les applications nucléaires.

Les efforts visant à renforcer les capacités de lutte contre la fusariose du bananier ont été intensifiés, notamment grâce à la mise en commun de données d'expérience avec d'autres pays comme l'Australie et la Chine. Deux cours régionaux sur les mutations induites par des techniques nucléaires et les méthodes de dépistage ont été suivis d'une visite d'études destinée à comprendre comment l'Australie gère cette maladie.

La construction d'un bunker devant accueillir un linac et des services de curiethérapie à l'hôpital général de San Felipe (Honduras) a commencé et un appui technique a été fourni pour la conception d'un bunker devant accueillir des services similaires en République dominicaine. Le Panama et l'Uruguay ont bénéficié d'un appui technique de l'Agence pour la mise en place de nouvelles installations d'oncologie et, en mars 2023, des radio-oncologues de la région ont obtenu leur diplôme à l'issue de la troisième édition du programme de master en radiothérapie avancée organisé au Chili avec le soutien de l'Agence. En octobre 2023, huit autres radio-oncologues de la région ont entamé leurs études dans le cadre de la quatrième édition du programme.

Les membres du Réseau régional de réacteurs de recherche et d'institutions connexes en Amérique latine et dans les Caraïbes posent devant le réacteur de recherche RP-10 de l'Institut péruvien de l'énergie nucléaire (IPEN), lors de la deuxième réunion du Réseau en août 2023. (Crédit photo : IPEN)



Programme d'action en faveur de la cancérothérapie

En collaboration avec l'OMS et le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), les activités menées dans le cadre du Programme d'action en faveur de la cancérothérapie (PACT) se sont concentrées sur la fourniture aux États Membres d'évaluations complètes et fondées sur des données scientifiques afin de leur permettre d'améliorer leurs plans nationaux de lutte contre le cancer (PNLC). Ainsi, dix examens imPACT ont été menés et sept pays ont reçu une aide à l'élaboration de leur PNLC dans le cadre du PACT. Trois pays (la Jordanie, le Nigéria et le Soudan) ont reçu un retour d'information sous forme d'observations techniques sur les versions finales de leurs projets de PNLC. Un suivi des recommandations issues de l'examen imPACT a été effectué en Iraq, en République arabe syrienne et en Uruguay, et des activités préparatoires ont été entamées en vue des examens imPACT en Gambie, en Indonésie, en Mongolie, au Mozambique et au Pérou.

Un dossier de recherche de financements en vue de la consolidation et de l'expansion des installations de radiothérapie au Kenya a été achevé, et les dossiers de recherche de financements pour les premières installations du secteur public au Burundi et en République démocratique du Congo, ainsi que pour la consolidation et l'expansion des installations en Ouganda, sont presque achevés.

L'Agence a participé aux réunions des comités régionaux de l'OMS pour l'Afrique, la Méditerranée orientale, l'Europe, les Amériques, l'Asie du Sud-Est et le Pacifique occidental, et a fait des déclarations lors des sessions plénières ministérielles. Elle a également accueilli la consultation qu'elle mène chaque année avec le CIRC et l'OMS pour faire avancer la collaboration en matière de lutte contre le cancer.

Dix spécialistes africains de la lutte contre le cancer ont reçu le soutien de l'Agence pour participer à la Conférence internationale sur le cancer de l'Organisation africaine pour la recherche et l'enseignement sur le cancer (OAREC). L'Agence a été invitée à présenter ses travaux en matière de lutte contre le cancer lors de deux manifestations parallèles, l'une organisée par Varian et l'autre par le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique dans le cadre du dialogue continu sur les utilisations pacifiques (SDPU). Enfin, l'Agence a également participé à un autre événement du SDPU sur l'amélioration de l'accès à la médecine nucléaire en Afrique de l'Ouest, organisé au Ghana.

La coopération avec les partenaires du secteur privé participant à Rayons d'espoir a été renforcée grâce au lancement sur le Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies d'un appel à manifestation d'intérêt concernant des centres d'excellence. Une réunion d'information dédiée à l'initiative Rayons d'espoir a été organisée à l'intention de la Banque mondiale.

Appui et renforcement de la mise en œuvre du programme de coopération technique : les grandes initiatives

Des progrès considérables ont été accomplis dans la lutte contre le cancer grâce au programme de CT. L'initiative Rayons d'espoir a contribué à sensibiliser l'opinion publique, à établir des partenariats et à mobiliser des fonds. En Afrique, en novembre 2023, le Directeur général a posé la première pierre de la toute première installation publique de radiothérapie de la République démocratique du Congo. En Asie et dans le Pacifique, les arrangements pratiques conclus avec le Consortium d'universités et d'institutions japonaises appuient la téléradiologie dans les îles du Pacifique, sous l'égide de l'Université de Tohoku, ainsi que le renforcement des capacités en matière de théranostique et d'utilisation des radiopharmaceutiques. L'Agence a également signé une lettre d'intention avec le Ministre de la santé de l'Indonésie afin de soutenir l'expansion de la médecine radiologique à l'échelle du pays. En outre, un nouveau partenariat triangulaire établi entre l'Agence, la République de Corée et la Mongolie permet de renforcer la médecine nucléaire et la radio-oncologie en Mongolie, au profit des deux premiers hôpitaux centraux de l'État et du Centre national de lutte contre le cancer. En ce qui concerne l'Amérique latine et les Caraïbes, un troisième linac destiné au traitement du cancer a été inauguré en octobre 2023 à l'Institut national du cancer du Paraguay. L'achat d'une trentaine d'appareils de mammographie, qui contribueront à renforcer la capacité de la région à dépister les cancers du sein, a été conclu dans le cadre de l'Accord régional de coopération pour la promotion de la science et de la technologie nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (ARCAL) et de l'initiative Rayons d'espoir.

En novembre 2023, l'Agence était représentée au Comité intergouvernemental de négociation sur la pollution plastique à Nairobi pour présenter la manière dont NUTEC Plastics s'attaque à la pollution par le plastique à la source et dans les océans, et assurer sa participation aux négociations en tant qu'observateur. L'Agence continue également à contribuer aux rapports du G20 sur la lutte contre les déchets plastiques en milieu marin. Des essais de validation du recyclage des plastiques par irradiation ont été réussis en Indonésie, en Malaisie, aux Philippines et en Thaïlande, et l'Argentine, le Brésil et le Mexique ont commencé leurs essais en la matière. À l'heure actuelle, 63 États Membres participent à la surveillance des plastiques en milieu marin. En Asie et dans le Pacifique, 17 laboratoires ont été équipés de trousseaux d'échantillonnage et d'analyse et le personnel a suivi une formation à leur utilisation. Du matériel de surveillance a été installé dans les îles Galápagos (Équateur) pour permettre le contrôle de l'environnement et contribuer à l'étude des effets de la pollution par les microplastiques sur les écosystèmes côtiers et marins.

En 2023, 25 participants représentant 17 laboratoires nationaux ZODIAC de 19 pays et territoires de la région Asie-Pacifique ont reçu une formation. En Amérique latine et dans les Caraïbes, les laboratoires nationaux ZODIAC du Chili, du Mexique, du Panama et du Paraguay ont commencé à recevoir des colis de matériel de détection pour l'application de techniques sérologiques et moléculaires.

Coopération technique et contexte mondial du développement

L'Agence a participé au forum politique de haut niveau pour le développement durable de l'ONU en organisant une exposition et une manifestation parallèle avec le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, le Programme des Nations Unies pour le développement et les Gouvernements d'Afrique du Sud et du Tadjikistan, afin de démontrer le rôle essentiel de la coopération Sud-Sud et triangulaire pour assurer la durabilité des efforts visant à atteindre les objectifs de développement durable concernant l'eau et l'énergie. L'Agence a organisé une manifestation parallèle et une exposition à la 5^e Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, et elle a participé en tant qu'intervenant principal au Forum de collaboration multipartite sur la science, la technologie et l'innovation pour la réalisation des objectifs de développement durable ; elle a également pris part au Sommet mondial de la santé. En outre, elle a activement participé à nombre de manifestations

parallèles tenues en marge de la COP28, démontrant le rôle de la science et de la technologie nucléaires dans l'atténuation et le suivi des changements climatiques et dans l'adaptation à ces derniers.

Par ailleurs, l'Agence a participé au Forum de Paris sur la paix, à la 10^e table ronde sur le financement de l'eau organisée par l'OCDE et la Banque africaine de développement, au Sommet des dirigeants sur le Pacte mondial des Nations Unies, à la « London Sustainability Week » et à la réunion annuelle du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Elle a joué un rôle actif dans les réunions de coordination des Nations Unies, notamment celles du mécanisme interinstitutions pour la coopération Sud-Sud et triangulaire, du Conseil économique et social de l'ONU et de la Commission de la science et de la technique au service du développement.

Interventions d'urgence

Le programme de CT est conçu pour pouvoir s'adapter, ce qui signifie qu'il permet de répondre rapidement aux demandes d'appui d'urgence. Du matériel a été acheté pour la République arabe syrienne et la Türkiye à la suite du séisme survenu en février 2023, et Vanuatu a reçu, entre autres articles nécessaires, des appareils à rayons X après le passage de cyclones dévastateurs en mars 2023. La Libye a reçu une aide après le passage d'un cyclone et le Burkina Faso a bénéficié d'un soutien pour lutter contre une épidémie de dengue. Une aide d'urgence a été apportée aux laboratoires nationaux de référence de Bosnie-Herzégovine, de Croatie, du Monténégro et de

Serbie pour leur permettre de détecter et de contrôler une épidémie de peste porcine africaine. L'Agence a également aidé Chypre dans ses efforts d'élimination du moustique *Aedes aegypti*, vecteur de maladies tropicales graves telles que la dengue, la maladie à virus Zika et le chikungunya. En outre, des essais critiques utilisant la technique de l'insecte stérile pour éliminer le moustique de la fièvre jaune ont été lancés avec succès à Chypre : chaque semaine, 100 000 moustiques mâles stériles ont été expédiés des laboratoires de l'Agence à Seibersdorf à destination de l'île.



Le Directeur général et le Ministre de la recherche scientifique de la République démocratique du Congo, Gilbert Kabanda Kurhenga, et le Ministre de l'enseignement supérieur et universitaire de la République démocratique du Congo, Muhindo Nzangi Butondo, posent la première pierre du premier centre public de radiothérapie du pays, novembre 2023.



Gestion du programme de coopération technique

Toutes les recommandations du Bureau des services de supervision interne (OIOS) émises avant 2023 ont été mises en œuvre et clôturées, et tous les modèles présentés pour le cycle 2024-2025 du programme de CT ont été jugés de bonne qualité. Un appui a été apporté dans le cadre d'une étude des retombées socio-économiques des projets ARCAL sur les 15 dernières années, et

quatre modules d'apprentissage en ligne sur la méthodologie du cadre logique et les rapports d'évaluation de l'état d'avancement des projets ont été publiés. Un tableau de bord dédié au programme-cadre national (PCN) – document de planification stratégique – a été élaboré dans le but de faciliter la planification et la coordination de l'élaboration et de la mise à jour des PCN.

Assistance législative et présentation des traités

Dans le cadre de son programme d'assistance législative, l'Agence a soutenu les États Membres en formulant des observations sur leurs projets de législation nucléaire nationale et sur la législation adoptée, en organisant des réunions bilatérales avec des responsables et des ateliers nationaux, régionaux et sous-régionaux, ainsi qu'en dispensant une formation au droit nucléaire.

Les pays qui ont reçu une assistance sous la forme d'observations et de conseils sur leurs projets de législation nucléaire nationale et sur la législation nucléaire qu'ils ont adoptée sont les suivants : Arabie saoudite, Arménie, Bahamas, Barbade, Bénin, Brunéi Darussalam, Colombie, Dominique, Gambie, Grenade, Madagascar, Malaisie, Myanmar, Nicaragua, Philippines, Qatar, République bolivarienne du Venezuela, Rwanda, Serbie, Sri Lanka, Trinité-et-Tobago, Turkménistan et Ouganda.

Des réunions bilatérales ont été organisées avec des décideurs, des responsables politiques et d'autres hauts fonctionnaires, ainsi qu'avec des législateurs dans 19 États Membres. En outre, des ateliers nationaux sur le droit nucléaire ont été organisés dans les pays suivants : Arménie, Bénin, Colombie, El Salvador, Malaisie, Mongolie, Myanmar, Népal, Nicaragua, Paraguay, Philippines,

République bolivarienne du Venezuela, Sri Lanka, Turkménistan et Zambie.

Deux ateliers régionaux et sous-régionaux pour l'Europe et l'Asie centrale ont été organisés à Bar (Monténégro), en septembre 2023, et à Douchanbé, (Tadjikistan) – pour les États Membres russophones – en mars 2023.

En octobre 2023, la 11^e session de l'Institut de droit nucléaire (NLI), qui a reçu un appui au titre du programme de CT, s'est tenue à Vienne. Des participants de 52 États Membres ont ainsi eu l'occasion d'acquérir de solides connaissances sur tous les aspects du droit nucléaire, en particulier sur l'élaboration de textes législatifs.

L'Agence a dispensé des cours d'initiation au droit nucléaire dans trois universités dans le cadre d'une initiative de partenariat avec le monde universitaire. Elle a également formé des professeurs et des enseignants au droit nucléaire à l'Institut de droit nucléaire et à l'École internationale de droit nucléaire de l'OCDE/AEN, ainsi que dans le cadre d'un cours de droit nucléaire dispensé au Siège de l'Agence en novembre 2023.



La cérémonie annuelle de présentation des traités s'est tenue pendant la 67^e session ordinaire de la Conférence générale, donnant à trois États Membres (Biélorus, Égypte et Zimbabwe) l'occasion de déposer leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion concernant les traités multilatéraux relatifs à la sûreté nucléaire, à la sécurité nucléaire et à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires dont le Directeur général est le dépositaire.





Niveau interrégional

23 projets interrégionaux
224 missions d'experts et de conférenciers
36 cours interrégionaux



Partenariats, mémorandums d'accord et accords de partenariat nouveaux et étendus

Consortium d'universités et d'institutions japonaises, Compagnie nucléaire nationale chinoise, Autorité chinoise de l'énergie atomique, Société japonaise d'inspection non destructive, Ministère de la santé de Mongolie et Institut coréen des sciences radiologiques et médicales, Ministère des sciences et des technologies de l'information et de la communication de la République de Corée, Ministère de la santé publique de l'État du Qatar, St Jude's Children's Research Hospital, Université des Indes occidentales, GE HealthCare, Siemens Healthineers, Elekta, Fonds OPEP pour le développement international et Bureau régional du RCA



Pays bénéficiant d'un appui pour le PNLC

Bénin, Botswana, Burundi, Guinée, Guyana, Kenya et Sierra Leone



Amérique latine et Caraïbes

31 pays bénéficiaires d'un appui
186 projets nationaux
46 projets régionaux
238 bourses et visites scientifiques
46 cours régionaux
985 participants à des cours
563 missions d'experts et de conférenciers



Droit nucléaire

23 États Membres ont reçu des conseils sur leur législation nucléaire nationale
15 ateliers nationaux sur le droit nucléaire ont été organisés

Le nombre de projets indiqué correspond aux projets en cours à la fin de 2023.



Europe

33 pays bénéficiaires d'un appui
176 projets nationaux
36 projets régionaux
326 bourses et visites scientifiques
25 cours régionaux
828 participants à des cours
466 missions d'experts et de conférenciers



Asie et Pacifique

40 pays et territoires bénéficiaires d'un appui
317 projets nationaux
70 projets régionaux
513 bourses et visites scientifiques
49 cours régionaux
1 022 participants à des cours
660 missions d'experts et de conférenciers



Pays avec de nouveaux PCN

Algérie, Bahreïn, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Grèce, Kazakhstan, Kenya, Lesotho, Malte, Nigéria, Paraguay, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Thaïlande et Türkiye



Afrique

46 pays bénéficiaires d'un appui
210 projets nationaux
40 projets régionaux
796 bourses et visites scientifiques
40 cours régionaux
1 109 participants à des cours
590 missions d'experts et de conférenciers



Examens imPACT

Cambodge, Comores, Djibouti, El Salvador, Éthiopie, Fidji, Guinée, Jordanie, Papouasie-Nouvelle-Guinée et République bolivarienne du Venezuela